REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL nº 72 /avril 1980/3ff./30fb./2fs./0.70 cts. can.

LE SYNDICALISME GARANTIT L'EXPLOITATION

LES SYNDICATS SONT PARTIE PRENANTE DE CETTE SOCIETE, DE SES LOIS, DE SES REGLES.

LA CRISE DU CAPITALISME C'EST AUSSI LA CRISE DU SYNDICALISME

● Désyndicalisation, désintérêt général, et perte importante de militants d'un côté ; contestation, remise en question et débordement des syndicats de plus en plus souvent dans les luttes ouvrières d'un autre ; telles sont les deux faces et les données de ce que la presse et les sociologues qualifient de "crise du syndicalisme".

Il ne s'agirait que d'un affaiblissement passager du taux de syndicalisation, dans une situation économique plus ou moins "saine", avec plus ou moins de "perspectives", et dans le calme social, passerait encore. Mais ce phénomène se déroule dans une situation de crise économique qui s'accélère, dans une situation où l'avenir apparait de plus en plus comme un trou noir, dans une situation où les luttes ouvrières remettent en question dans leurs plus hauts moments l'encadrement et les mots d'ordre syndicaux et où les questions sur les moyens, les buts et les perspectives des luttes se font de plus en plus présentes.

Dans ces conditions, ce n'est pas un cri de victoire que pousse la bourgeoisie, l'Etat et toutes les forces conservatrices, c'est la sonnette d'alarme qui est tirée. Avec l'expérience de l'explosion sociale de mai 68 et des luttes qui se sont déroulées depuis dans le monde entier, c'est une véritable mise en garde qui est proclamée devant la perte d'influence des syndicats :

"Gare!,prévient une éminence grise du CNPF,on aurait peut être tort de se réjouir trop vite. A ne lire qu'en surface, c'est vrai, il y a dépolitisation. Les syndicats perdent leurs plumes, les militants ont la déprime, le gauchisme est moribond. Mais où ressurgira l'expression collective naturelle à toute communauté d'hommes? (lire : la communauté d'intérêts de la classe ouvrière face au capitalisme). Et si demain, elle en revenait carrément à contester le travail lui-même? Péché mortel!"(lire "toute l'organisation capitaliste du travail") (1).

"Que peut-il arriver si les syndicats n'arrivent plus à canaliser le mécontentement croissant de la classe ouvrière vers les voies de garage habituelles?" Telle est la préoccupation de la bourgeoisie devant les dangers d'une remise en cause radicale de toute l'organisation capitaliste de la société, et c'est par là que le journal "Le Monde" concluait toute une série d'articles consacrés à analyser la "crise du syndicalisme".

Comme pour répondre à cette préoccupation, dans le journal de Longwy : "l'Insurgé du crassier", n°2, publié par l'UIS CFDT, on pouvait lire dans un article consacré à un témoignage et à un bilan des luttes de l'an dernier à Longwy :

"...je continuais de revendiquer le droit au travail. Mais de plus en plus, je commencais à tout remettre en cause, surtout quand je n'entendais parler que du maintien des installations et d'une nouvelle aciérie. Je me battais contre tout un système, contre toute une vie ; et les autres, pourquoi se battaient-ils? Pour faire 40h ou 35h à perpétuité devant un convertisseur? ... La CGT, elle, ne fait que nous enfermer dans des discours productivistes. 'Pas d'accord, en se battant comme ça, on ne remet rien en cause. Toutes ces questions s'accumulent dans ma tête."

La CGT, quant à elle, avec sa bonne foi habituelle, nie tout en bloc : "quelle crise du syndicalisme ? De quelle crise voulez-vous parler? Tout cela est une invention du patronat pour démoraliser la classe ouvrière" répond-elle sur le ton habituel du bouledogue stalinien qui aboie à la face et ne répond jamais. Pourtant les syn-

(suite p.6)

Afghanistan

LA BARBARIE CAPITALISTE N'A PAS DE LIMITES

● L'impérialisme capitaliste à l'oeuvre en Afghanistan : toute une vallée-le Kunar- peuplée de près de 150 000 habitants, désertifiée en moins d'un mois par l'Armée Rouge. Comment ? Par des moyens aussi "libérateurs des peuples opprimés", aussi "socialistes" que les bombes à billes, le napalm et -ce qui a fait pousser des hauts cris à la bourgeoisie occidentale- les gaz et les armes biologiques.

Après les forfaits de l'impérialisme américain en Indochine, la répugnante besogne qu'accomplit l'Armée Rouge en Afghanistan démontre spécialement une vérité à ceux qui se laissent persuader, par une trop grande naiveté, que la bourgeoisie reculerait devant la propre horreur de ses armes : cette limitation n'est pas dans le monde capitaliste.

Des âmes candides pour se poser ce genre de question, il y en eut, par exemple avant 1914, à cause de l'existence du gaz moutarde. Aussi avant 1939, en raison des avions bombardiers: ni l'un ni les autres n'ont empêché l'accomplissement des deux grandes guerres du siècle.

Qu'est ce que la bourgeoisie occidentale, généraux du Pentagone-et d'ailleurs-en tête, voudrait nous faire croire ? Qu'elle a reculé, elle, devant l'emploi de certaines armes ? L'URSS, en matière de massacre impérialiste, ne fait ni mieux ni pire que les USA en Indochine, que la France en Algérie, en Afrique. Sans parler du napalm et des defolliants, il est établi que les USA ont aussi utilisé des gaz de combat, en Corée et en Indochine. Et d'Hiroshima, qu'en dit la bourgeoisie en képis du Pentagone ? Quoi, les russes utilisent les gaz, moralise-t-elle ! Mais cette indignation de faucon ne tarde pas à montrer son vil bec : ce n'est pas pour déplorer les pauvres victimes afghanes que la gens rapace du Pentagone crie, mais bien pour demander qu'on renforce le propre armement chimique des USA et de leur bloc.

Les états majors militaires des camps capitalistes ont toujours employé l'argument de la barbarie des autres pour développer la capacité assassine de leurs propres armes.

Aujourd'hui une nouvelle guerre mondiale est préparée par la bourgeoisie.

Ce qu'on doit se dire, c'est que, s'il peut exister un facteur capable d'enrayer son accomplissement, ce ne peut être, comme ditla bourgeoisie, la valeur"dissuasive" des énormes arsenaux nucléaires réunis dans chaque camp impérialiste. La bourgeoisie ne propage cette idée pacifiste que pour mieux endormir la vigilance des gens, ouvriers en premier lieu, qu'elle voue à constituer les bataillons de chair à canon de la guerre. En réalité, c'est justement l'existence sans cesse renforcée de ces arsenaux qui est bien le garant que la guerre mondiale se prépare. De quelle façon?

On peut se demander si une nouvelle guerre mondiale serait nucléaire, biologique ou bactériologique. N'importe, ce qui est sûr c'est que les propres règles de fonctionnement matériel du capitalisme exigent que, d'une façon ou d'une autre, les gigantesques capitaux engloutis dans un effort d'armement permanent réalisent un jour leur valeur d'usage : par la guerre. A la réalité d'une guerre nucléaire la bourgeoisie y croit, elle, toute la première : en Europe, n'est-elle pas en train de décrier le manque d'abris anti-atomiques.

Il ne faut pas se voiler les yeux devant les réalités : si la bourgeoisie fabrique des armes, si terribles qu'elles soient, c'est toujours pour s'en servir. L'usage des gaz en Afghanistan par l'URSS montre seulement qu'il ne peut y avoir de limite à la barbarie du capitalisme sur pied de guerre. D'une certaine façon, on peut dire que l'armée russe, fait en Afghanistan le même genre d'expérimentation des armes que le capitalisme allemand avec ses avions Stukas, au cours de la guerre d'Espagne, en 1936. Trois ans après...

Mx.

● **travailleurs immigrés : une seule classe ouvrière** PAGE 3

● **l'agitation sociale dans le monde** PAGE 4

sommaire 72

Grève des institututeurs à Paris

QUAND CE SONT LES GREVISTES QUI DECIDENT

●L'Etat réduit le coût de ses dépenses sociales. C'est un coup qui atteint la majorité de la population : les queues aux urgences d'hôpitaux, l'entassement redoublé dans les métros, les listes d'attentes dans les crèches et les écoles s'ajoutent à la baisse du pouvoir d'achat.

Mais c'est un coup qui atteint en premier lieu ceux qui travaillent dans ces secteurs : diminution des lits d'hôpitaux, fermetures de classes d'écoles, compressions de personnels dans les transports, signifient pour eux diminution des effectifs et augmentation de la pression au travail.

C'est pourquoi après les grèves d'infirmiers de l'année passée, des réactions se précisent aujourd'hui dans l'"Education nationale", contre les menaces de fermetures de classes et l'aggravation des conditions de travail.

Une des manifestations de ces réactions a été la grève des instits à Paris, qui a duré plus de 3 semaines : quoique limitée et minoritaire, cette grève a tranché néanmoins sur le ron-ron des journées d'action, des "protestations énergiques" et des kermesses qui caractérisent les grèves syndicales.

Ce n'est que le début des attaques redoublées de l'Etat qui se préparent dans les mois à venir. Les réactions qui se font jour aujourd'hui sont un MOMENT d'une lutte qui devra se mener contre une crise qui n'est pas la nôtre, mais celle des lois économiques du capitalisme.

Le 26 février, 50 instits du 18ème arrondissement de Paris, après s'être réunies sur la demande d'une école à qui on annonçait une fermeture de classe, décident d'engager une grève contre les 8 fermetures annoncées dans l'arrondissement (avec l'extension de la lutte, ce sera contre les 80 fermetures dans Paris, voire les 4000 en France). Prenant en main l'extension de leurs forces, ils diffusent l'information et passent dans les écoles de tout Paris. Dans un autre arrondissement, la grève s'engage simultanément. En une semaine, certes au prix de coûteux efforts (pour toucher 6000 instits, il faut passer dans 500 écoles), ils parviennent à être 1000 en grève à Paris, et des échos de débrayages en banlieue commencent à arriver. Convaincus seulement que contre les fermetures, les "journées d'action" ne servent à rien, ils ont montré que, même dans un secteur aussi dispersé, il était possible d'engager une action collective SANS LES SYNDICATS.

Avec des tâtonnements, des hésitations et les problèmes posés par les propositions d'organisations politiques (trotskystes) et d'un syndicat (SGEN-CFDT) qui a pris le train en marche, ils ont essayé de se coordonner, d'envisager la lutte comme LEUR affaire.

Regroupés en A.G. par arrondissement, avec quelques A.G. parisiennes, ils ont établi des coordinations, parisiennes puis régionales, avec des délégués des A.G. des arrondissements et des localités. Qui prend les décisions? Sur quelle base? Se centraliser, pourquoi faire? un comité de grève : à quoi ça sert? Comment en garder le contrôle? Ce sont là des questions essentielles qui se posent à toute prise en main de l'action à mener, et l'expérience acquise est certainement la plus grande victoire de la grève...

Mais il ne suffit pas de s'organiser. Bientôt, la grève n'en fut plus, pour maintes raisons, au stade de l'extension régulière du début ; les débats se sont alors centrés vers une impasse, ce qui a amené à des discussions à n'en plus finir sur la forme dans laquelle se prenaient les décisions, et les sous entendus mis derrière les propositions d'actions, plus que sur les décisions à prendre elle-mêmes et l'évaluation de la situation.

Le rôle des syndicats

Une des seules décisions communes prise au niveau des 1000 grévistes de Paris, fut l'attitude à avoir par rapport aux manoeuvres du SNI, syndicat majoritaire chez les instits. Après un une semaine de grève "sauvage", le syndicat commença à réaliser qu'il ne suffisait plus d'incriminer une "poignée de gauchistes jusqu'au boutistes, aventuristes et suicidaires" pour rétablir son autorité. Pour prendre sous son contrôle les volontés d'une action réelle contre les fermetures, il lança à Paris une grève "dure"... de 48 heures! Vous ne voulez plus d'une journée d'action? En voilà deux.

Malgré le peu d'illusion sur la signification d'une pareille action, les illusions sur le fait que "l'extension de la lutte ne peut se faire qu'avec les syndicats" on amené beaucoup à croire que, comme le répètent les trotskystes, "c'est une victoire d'avoir fait bouger les syndicats. La grève générale est possible!".

La méfiance vis à vis de la grève de 48 heures se traduisit néanmoins dans la pratique du mouvement: -par l'imposition des assemblées générales comme direction de la lutte (même si celles-ci n'ont regroupé ces deux jours que la moitié des grévistes)

-par la décision au niveau de Paris de REFUSER LA MANIFESTATION BALLADE prévue par les syndicats (dirigée par eux vers une délégation à la préfecture) et de la prolonger vers le lieu où se jouaient les fermetures : le ministère. C'est ainsi que le "débordement" qui s'est produit lors de la manifestation, où 8000 manifestants sont passés sous le nez déconfit des 300 "purs" du syndicat, tournant à droite vers un autre lieu que prévu, fut malgré tout l'expression d'une décision commune et concertée.

Mais au lendemain de cette grève coupe souffle, bien que 1000 grévistes continuaient sur Paris, aucune extension réelle du mouvement ne se fit sentir, sauf une extension de la grève en banlieue, dans des proportions un peu plus minoritaire qu'à Paris : partis pour 2 journées d'actions, les gens les ont terminé comme 2 journées d'action. Les grandes phrases des trotskystes sur la possibilité de la "grève générale", "totale" ou autres ont caché le manque d'analyse sur les possibilités réelles d'extension et les moyens d'y parvenir.

A partir de là, les débats se polarisèrent sur les propositions des trotskystes, LCR et OCI, et sur celles du SGEN-CFDT :

-l'OCI : appelons les syndicats à la grève générale de l'éducation, et si ça rate, il faut attendre d'avoir le rapport de forces pour "faire pression sur le syndicat" ; en attendant, renforcez les sous sections syndicales, c'est la voie de l'avenir.

-la LCR : appelons les syndicats à la grève nationale, et pour les convaincre appelons nous-mêmes à une coordination nationale, MEME SI ON PENSE QUE CE N'EST PAS VRAIMENT POSSIBLE SANS LES SYNDICATS.

-le SGEN : appelons à la grève nationale, mais favorisons les formes de luttes isolées, écoles par écoles, blocages de circulation, "coups de poings" tables rondes, etc...

Mais à travers toutes ces controverses qui ont fini par s'imposer au premier plan, les gauchistes étaient parvenus à canalyser le débat sur une impasse : la lutte DEPEND DES SYNDICATS. "Sans eux on ne peut rien faire, il faut leur rester attachés pour les influencer", disaient-ils, détruisant le moral, l'enthousiasme, la confiance en soi que la lutte s'était donnée en se dirigeant elle-même. La voie était ouverte à toutes sortes d'interrogations sur quoi faire "en attendant que les syndicats se décident". On s'installait dans la grève minoritaire.



ASSEMBLEE GENERALE DE GREVISTES DE PARIS ET DE LA BANLIEUE .

La grève se poursuivit néanmoins une semaine de plus, jusqu'à la prochaine échéance fixée par le syndicat : manifestation nationale des instits à Paris. Dans cette manifestation (30 000 personnes), les grévistes formèrent un cortège sous leurs banderolles. Les réactions du SNI : tentatives de les couper de la manifestation (qui ont amené à quelques heurts), suppression des prises de parole de peur que les grévistes ne la prennent, essai de sabotage de l'appel à la coordination avec la province, révèlent la peur du syndicat devant la détermination des grévistes. Les écoles furent inondées de mises en garde syndicales : "attention aux actes aventuristes", aux "textes vaguement signés : collectifs", "depuis 1948, les insituteurs se sont dotés d'une organisation unitaire, ne la détruisez pas" (SNI Paris).

Dans le contexte général de réactions contre ces mesures de l'Etat, il est possible que d'autres grèves éclatent d'ici peu. Il est possible aussi que pour un temps, les choses se tassent jusqu'aux prochaines mesures, que le SNI parvienne à tasser le mécontentement par des grèves orchestrées à sa manière.

Mais il faut être conscient que cette grève s'inscrit dans un mouvement plus large. Même s'il n'est pas question de comparer la force de quelques instituteurs à celle des métallurgistes de Longwy l'année passée, ces grèves font partie d'un même mouvement de prise en charge de la lutte par les grévistes.

La détermination montrée par les instits, la volonté exprimée de suspendre la grève avec la conscience qu'il faut continuer à se battre ne pourra être utile à la continuation du mouvement, là et ailleurs, que si elle passe par un bilan approfondi des forces et des faiblesses de la lutte engagée, comme l'ont proposé de nombreux grévistes.

D.N.

Plogoff

AU-DELA DE L'ANTI-NUCLEAIRE

●Des affrontements pendant des semaines pour une centrale nucléaire, des arrestations, le déploiement du matériel sophistiqué de CRS et de gendarmes, les condamnations brutales par la justice bourgeoise de manifestants. Pourquoi tous ce déchaînement de forces autour d'une bourgade bretonne ?

1) En décidant de mettre en place un programme de centrales nucléaires, le capital français, comme les autres, obéit à une nécessité autant stratégique qu'économique : assurer une certaine autonomie énergétique pour le préserver des risques de blocage des routes de matières premières, lors de tensions interimpérialistes plus graves encore que celle d'Afghanistan; développer un secteur énergétique qui présente le double avantage d'être moins onéreux qu'il y a 20 ans et peut se métamorphoser sans difficultés en centres de production d'armes nucléaires.

En choisissant des lieux géographiques comme Plogoff, le capital français, comme pendant les années 30, où il avait décentralisé les usines d'armement, installe des centres énergétiques et stratégiques éloignés des frontières.

En France, comme dans tous les pays industrialisés, l'Etat ne peut pas céder et reculer devant cette nécessité qui s'impose à l'ensemble du monde capitaliste : mettre en symbiose l'économie globale avec l'économie de guerre. L'intérêt du capital national prédomine les intérêts particuliers des groupes politiques capitalistes de droite ou de gauche, qui pour des raisons électorales et sociales, flirtent avec le mouvement anti-nucléaire. En Suède, les intérêts de l'Etat prédominent le vaste bavardage "anti-nucléaire" du gouvernement actuel.

En déployant des forces policières et même militaires (blindés de la gendarmerie, parachutistes, l'Etat fait de cet affrontement une mise en garde.

2) La détermination des habitants de Plogoff face à la répression dépasse de loin le lieu de l'affrontement et la conscience de cette résistance à l'Etat. Ce n'est pas la première fois en effet que des populations manifestent leur crainte devant l'installation de centrales, dont la "technique" capitaliste se révèle bien incapable de maîtriser le fonctionnement : fuites radioactives, menaces de réactions en chaîne dans la fusion de l'atome,etc.

Les habitants de Plogoff ont justifié leur opposition autant par les risques de radiation que par la crainte de voir leur bourg envahi par les chantiers de construction de la centrale.

Derrière ces réactions localistes couvent en fait des tensions sociales extrêmes qui n'ont cessé de grandir avec l'austérité, le chômage. Devant la gravité de l'attaque capitaliste, il n'est aucun lieu si petit soit-il, où ne se manifeste, de façon souvent déformée et distordue, la crainte du lendemain réservé par le capitalisme. Même la plus petite bourgade bretonne, la plus reculée, est inextricablement soumise aux retombées de la crise mondiale du capitalisme, autrement plus graves pour le tissu social que les fuites radio-actives.

La crise est maintenant dans toutes les têtes, mais bien souvent, particulièrement dans les localités les plus arriérées où le prolétariat pèse fai-

(suite p. 6)

Immigrés: UNE SEULE CLASSE OUVRIERE

●"Il n'y a pas de problème d'immigrés! Ou alors il faut dire : nous sommes tous des immigrés. Le seul problème, c'est qu'il y a d'un côté les bourgeois, avec leurs flics, leurs lois, leurs tribunaux, leurs prisons, qui peuvent se payer ce qu'ils veulent, aller où ils veulent avec l'argent qu'ils ramassent sur le dos des ouvriers ; et que de l'autre côté il y a les ouvriers qu'ils exploitent, qu'ils obligent à vivre dans des logements pourris, dans des quartiers pourris, dans la violence et dans la merde ; à qui ils baissent des salaires déjà maigres, qu'ils mettent au chômage ou expulsent dans le "bled" quand ils ne sont plus rentables.

Le seul problème, c'est qu'il y a d'un côté les bourgeois avec leur journaux, leur télé qui racontent n'importe quoi, qui bourrent le mou aux ouvriers ; les bourgeois avec leurs politiciens qui parlent des gens et au nom des gens qu'ils ne connaissent pas ; et de l'autre côté les ouvriers qui n'ont que le droit d'écouter et de se taire.

Ce sont les bourgeois qui créent et entretiennent le racisme pour diviser les ouvriers afin qu'ils ne s'unissent pas pour leur foutre sur la gueule.

La droite, la gauche sont pourries. Même si la gauche a des idées intéressantes, Marchais et Mitterand n'ont rien à foutre du changement. Ils sont bien installés, tranquilles. Eux ne risquent pas de perdre leur boulot.

Les ouvriers se sont fait roulés quand ils votent pour la gauche, pour le PC. Ils se font rouler quand ils se laissent diviser, alors qu'il faudrait qu'ils s'unissent tous, antillais, français, juifs, arabes pour foutre en l'air le système.

Et ce problème, n'existe pas qu'en France ! Il existe en Algérie, en Tunisie, en Israël, aux Etats-Unis... partout ! "

Cette déclaration politique, que nous retranscrivons ici dans ses grandes lignes, n'est pas celle d'un ouvrier fraichement acquis au marxisme, aux thèses du CCI. C'est la déclaration de Mustapha, l'un des copains de Kader, fils d'ouvrier immigré comme lui, abattu par un gardien d'immeuble, dans une cité d'HLM de Vitry.

C'est celle que l'on retrouve, à peine modifiée dans la bouche d'ouvriers immigrés grevistes des foyers Sonacotra, qui pendant plus de 5 ans se sont battus contre l'augmentation des loyers et les conditions d'oppression que le capital leur imposait, qui tente encore de résister en cherchant à briser l'isolement, sous le mot d'ordre "travailleurs français, immigrés, une seule classe ouvrière". C'est la déclaration d'ouvriers chômeurs et actifs, français et immigrés en lutte au coude à coude en 79 à Longwy contre les licenciements.

C'est celle d'ouvriers français et immigrés qui un matin de février 80, sur le marché d'Argenteuil ont improvisé une heure durant un mini-meeting sur la question de la guerre impérialiste, de l'exploitation des ouvriers, des droits de la classe ouvrière... avant de se faire disperser par la très démocratique police républicaine.

C'est celle d'ouvriers, jeunes et vieux, français et immigrés, venus de différentes cités HLM de la banlieue parisienne, à Vitry, manifester leur solidarité à la famille de Kader, et crier leur indignation contre les municipalités communistes et la CGT qui, en bon défenseur de l'ordre capitaliste, réclame la construction d'un nouveau commissariat à Vitry, le développement de l'îlotage par la police des quartiers ouvriers, au nom de "la défense de la sécurité de la classe ouvrière française" (sic!).

C'est la déclaration d'un fils d'une classe universellement exploitée et opprimée, qui apprend à se battre, à reconnaître ses ennemis, à penser et agir par et pour elle-même.

C'est une déclaration faite dans une émission de télévision gouvernementale sur laquelle, la presse de droite et de gauche, si rapide pour répercuter les déclarations de Mitterrand, de Marchais, de Maire, de Séguy ou celles d'un chanteur de variétés – qui demande à la bourgeoisie, à ses partis, à ses syndicats, de rajeunir leur langage pour mieux encadrer, mieux mystifier – a gardé le silence.

Car elle était inutilisable telle quelle par la bourgeoisie, par ses partis de gauche, ses syndicats et ses gauchistes auxquels revient la tâche d'organiser l'émiettement des luttes, de les saboter en les enfermant dans leur spécificité , de les enterrer dans le cadre de la légalité bourgeoise.

Elle était inutilisable et pouvait s'avérer néfaste :

-Au moment où la bourgeoisie en France renforce son arsenal juridique et policier pour imposer légalement et en masse l'expulsion de dizaines de milliers d'ouvriers immigrés, en finir avec les derniers foyers de résistance des grévistes de la Sonacotra, imposer un nouveau pas dans l'austérité légale et le chômage légal à l'ensemble de la classe ouvrière.

-Au moment où la grève des ouvriers turcs "sans-papiers" en France contre leurs conditions d'exploitation qu'ils partagent avec des dizaines de milliers d'ouvriers grecs, yougoslaves, mauriciens, la lutte des ouvriers turcs en Turquie, celle des ouvriers tunisiens en Tunisie, des ouvriers algériens en Algérie, des ouvriers anglais, brésiliens, hollandais, américains contre le chômage et l'austérité démontrent clairement : que quel que soit l'endroit où elle se trouve, la classe ouvrière n'a rien d'autre à attendre de la bourgeoisie que davantage d'exploitation, de misère et de barbarie.

Qu'à la force et au droit de la bourgeoisie elle ne peut opposer pour résister et vaincre que la force de son unité combattante par delà les divisions que le capital lui impose.

L.L.

un entraînement pour la GUERRE CIVILE

●Curieux terrain de manoeuvre qu'une cité de HLM de Belfort. C'est ce qu'ont dû penser ses habitants en voyant passer des tanks pendant que l'armée diffusait des appels au calme dans toute la cité... Curieux ? Non, cette mesure fait partie de tout un tas d'autres mesures moins spectaculaires, mais tout aussi efficaces telles que placer un officier militaire dans chaque commissariat d'arrondissement à Paris, moderniser tout ce qui concerne l'armement pour la guerilla urbaine (nouveaux gaz asphyxiants, tanks capables de traverser la Seine, nouveaux équipements des CRS, etc...).

Telle une araignée qui tisse sa toile, la bourgeoisie met en place tout un réseau de répression, mais contre qui ?

Qui depuis la fin des années 60 relève la tête, qui mène des grèves de plus en plus nombreuses et par là même empêche la bourgeoisie d'imposer sa solution à la crise : la guerre impérialiste, et enfin qui habite les HLM, sinon la classe ouvrière !

C'est directement contre la classe ouvrière et pour prévenir les prochains affrontements de classe que la bourgeoisie prend de telles mesures. De plus en plus dans les préoccupations de la bourgeoisie, l'ennemi intérieur prend de l'importance. Et déjà la classe dominante se prépare au combat militaire contre la classe ouvrière.

Les récentes manoeuvres dans le territoire de Belfort sont un avertissement pour le prolétariat. Si celui-ci a encore quelques illusions sur le sort qui l'attend, la bourgeoisie quant à elle n'en a aucune sur le sort qu'elle lui réserve.

En France comme dans tous les pays du monde, lorsque les travailleurs descendent dans la rue pour défendre leurs intérêts de plus en plus c'est par la mitraille qu'on leur répondra. A la classe ouvrière d'en prendre conscience, afin de préparer sa riposte de classe.

I.T.

LE VOYAGE DE GISCARD EN ARABIE:

DU PETROLE CONTRE DES CANONS

●Une fois de plus, à l'occasion du voyage du président de la république française dans les pays arabes du Golfe Persique, la diplomatie française vient de se singulariser vis à vis des positions américaines. Après les divergences exprimées à l'égard des réactions des USA face à la percée russe en Afghanistan, vis à vis du boycott des Jeux Olympiques, les récentes déclarations de Valéry Giscard d'Estaing sur "l'autodétermination des palestiniens" et sur la participation de l'OLP à une négociation de paix, semblent être un nouveau pavé dans la mare de la diplomatie occidentale.

Qu'en est-il en réalité? Toutes ces prises de position sont-elles l'expression d'une politique de plus en plus indépendante de la France vis à vis de son tuteur américain, sont-elles l'expression d'une politique autonome vis à vis des deux blocs impérialistes : une politique de troisième voie?

Les atouts de la France

Dans le champ clos de la concurrence internationale, le capital national français, l'entreprise France dispose de deux atouts de taille qu'elle monnaye du mieux possible afin de défendre son économie :

- d'une part son savoir-faire militaire concrétisé par une puissante industrie militaire qui est la 3ème du monde et par une armée qui a puisé son expérience dans un sinistre passé colonial et qui se traduit aujourd'hui par une grande adaptation aux opérations de soutien des bourgeoisies locales et des intérêts français en Afrique et au Moyen-Orient (Kolwezi, Mauritanie, Tchad, La Mecque, Tunisie, etc...);

- d'autre part une tradition diplomatique d'"indépendance" héritée de son histoire et notamment des velléités gaullistes d'une plus grande liberté vis-à-vis des USA(marquée par le retrait de l'OTAN, la politique d'ouverture vis-à-vis de l'URSS et de la Chine, et une politique pro-arabe qui s'était traduite par l'embargo des armes vis-à-vis d'Israël).

Avec ces atouts, la bourgeoisie française essaie de défendre au mieux son capital national sur la scène mondiale. La défense de ses intérêts passe-t-elle par une désolidarisation d'avec les USA, par la tentative d'une politique non-alignée ? La France a des intérêts spécifiques à défendre, elle n'est pas une marionnette de l'impérialisme américain, c'est sûr, mais ses intérêts elle les défend dans le cadre du bloc occidental. La diplomatie française est le digne complément de la diplomatie américaine même si elle est inspirée par les propres intérêts du capital français. Le récent voyage de Valéry Giscard d'Estaing au Moyen-Orient en est un exemple.

Des armes contre du pétrole

Les déclarations pro-palestiniennes du président Giscard lors de son voyage n'ont en fait rien de bien nouveau, ni d'original ; elles sont partagées par la majorité des pays ouest-européens et par le Japon. Par ailleurs, l'ancien délégué américain de l'ONU, Andrew Young avait fait des déclarations bien plus tonitruantes sur la question. Même si celui-ci fut désavoué, comme fut désavoué par Carter le récent vote US à l'ONU désavouant Israël, ces prises de positions convergentes constituent de fait une pression du bloc occidental dans son ensemble sur Israël afin d'amener cet Etat à faire des concessions dans les négociations en cours avec l'Egypte.

Ainsi malgré des divergences de façade, la politique française va tout à fait dans le sens général de la politique étrangère US au Moyen-Orient : élargir et consolider les accords de camp David par l'ouverture de la salle de négociation aux représentants palestiniens ; pour cela il faut accentuer les pressions sur Israël , et là-dessus toutes les puissances occidentales sont d'accord.

Au moment où la pression militaire russe se fait plus pressante à travers l'Afghanistan et le Yemen du Sud et où l'instabilité sociale au travers des événements d'Iran, de Syrie, de La Mecque s'accentue brutalement, le renforcement militaire des régimes en place en Arabie est une nécessité sur laquelle là encore tous les occidentaux sont d'accord. Les ventes d'armes françaises et la mise en place d'une coopération militaire avec la France, permet de rendre plus discrète la présence américaine, très impopulaire aux yeux de la population (il y a aujourd'hui plus d'instructeurs militaires français en Arabie Saoudite que d'instructeurs américains). De fait, l'inquiétude des bourgeoisies arabes du golfe persique n'est pas tant liée à l'Afghanistan qu'aux événements d'Iran qui ont précédé, comme le déclare le chef d'Etat-major d'Abu Dhabi : "Si les soviétiques veulent conquérir militairement nos pays, ils le peuvent. Le feraient-ils ? Je ne crois pas. Le danger pour nous est ailleurs". C'est à dire le danger est intérieur. La stabilité des régimes du golfe est menacée.

Les propositions d'aide militaire de la France, tombent à pic pour renforcer le potentiel militaire de la région tout en rendant plus "discrète" la présence américaine. De plus, en relançant le problème palestinien, la diplomatie française offre un cheval de bataille mystificateur éprouvé aux bourgeoisies arabes qui, traumatisées par la peur de la déstabilisation à l'iranienne, trouvent en la France un conseiller expérimenté dans la répression de l'agitation sociale ou politique : Kolwezi, La Mecque, Gafsa.

De cette situation, le capital français retire des dividendes intéressants sur le marché pétrolier. Du pétrole contre les canons, tel est l'échange profitable à l'économie française. Mais il ne faut pas croire que le reste du bloc n'y trouve pas aussi son avantage: les pays européens et le Japon sont satisfaits de voir se renforcer les éléments de stabilité dans cette région, de même que les Etats-Unis.

De fait, il y a un partage des tâches, tant au niveau militaire que diplomatique au sein du bloc. En Arabie, la présence militaire française vient renforcer la présence américaine en permettant à celle-ci de se dégager des tâches de police internes afin de mieux se consacrer à faire face militairement à l'URSS qui tente d'effectuer une percée par l'Afghanistan. Au niveau diplomatique, la France en ayant une politique démarquée vis-à-vis du tuteur américain , complète très bien la diplomatie US dans les négociations délicates, notamment vis-à-vis des pays encore mal intégrés au bloc (Algérie, Iran, Irak, Pakistan, Inde, etc.).

Les divergences diplomatiques sont de façade ou secondaire, sur l'essentiel les grands partenaires occidentaux sont d'accord , c'est ce qui se concrétise sur le terrain. Il ne faut pas se laisser abuser par la démagogie du langage, surtout du langage diplomatique où l'essentiel n'est toujours que sous-entendu.

Par sa diplomatie "originale", la France défend ses propres intérêts. Mais ses intérêts passent par la défense du bloc. C'est ce qu'a concrétisé une fois de plus le voyage de Giscard en Arabie.

J.J.

Les luttes dans le monde

LA MONTEE DE L'AGITATION SOCIALE

●En Turquie, malgré la féroce répression qui s'est abattue sur les émeutes d'ouvriers d'Izmir, les luttes continuent. A Istamboul, des milliers d'ouvriers défiant les lois d'exceptions qui interdisent les rassemblements ont manifesté contre les licenciements de 500 de leurs camarades. 1500 ont été arrêtés.

En Syrie, dans le nord et le centre du pays, le couvre-feu a été déclaré face à une situation insurrectionnelle. L'aviation a bombardé les villes insurgées. A Alep, une vague d'arrestations a déclenché des mouvements spontanées dans la population, des grèves et des manifestations violentes qui ont tourné aux combats de rue. Pour mâter la rébellion, la bourgeoisie a dû envoyer ses blindés et des unités spéciales de combat, et encercler la ville.

En Iran, malgré le black-out des informations, les mouvements de grèves continuent dans différents secteurs, dans l'industrie pharmaceutique à Téhéran et dans les aciéries à Abadan.

Au Brésil, après les mouvements de grèves massives et les affrontements violents qui avaient secoué le pays en septembre-octobre 79, l'agitation reprend avec force : 12000 dockers en grève paralysent le port le plus important du pays, Santos. 50 000 métallurgistes menacent également le patronat de grève.

L'ère de la paix sociale est bien terminée pour la bourgeoisie. A l'est comme à l'ouest, dans les pays sous-développés comme dans les plus industrialisés, il n'est plus un seul pays où le prolétariat n'affirme sa combativité contre une crise chaque jour plus profonde.

Dans les pays de la périphérie du capitalisme, c'est vers une situation d'agitation quasi permanente bloquant toute la vie économique, que l'on s'achemine.

Dans les pays centraux du capitalisme, les mouvements de lutte qui s'affirment, bien que d'une façon moins explosive, n'en sont pas pour autant moins profonds et significatifs.

En Grande-Bretagne, la grève de la sidérurgie doit reculer actuellement, mais c'est néanmoins forte d'une expérience de solidarité inter-secteurs, de l'apprentissage de la généralisation, d'une expérience de débordement syndical.

Et c'est maintenant dans les bastions capitalistes de paix sociale et de prospérité que le prolétariat reprend ses luttes, balayant le mythe d'une classe ouvrière intégrée au capital.

En Allemagne, les sidérurgistes ont déjà ouvert la voie.

Au Danemark, les grèves ressurgissent.

Aux Pays Bas, les grèves se mutliplient et la volonté de généralisation qui s'affirme à l'encontre de l'obstacle syndical ainsi que les combats de rue qui ont eu lieu pour défendre des squatters expulsés sont bien le signe d'une agitation grandissante et confirment que la grève sauvage des dockers n'avait rien d'une réaction de colère isolée. Les discussions en assemblées générales se poursuivent d'ailleurs dans ce secteur.

Dans cette vague de luttes qui s'étendent maintenant à tous les pays des plus "riches" aux plus "pauvres" se dessinent les bases d'une internationalisation des luttes et d'une unification mondiale du prolétariat.

Si la bourgeoisie n'a d'autre alternative à offrir à l'humanité qu'une nouvelle guerre généralisée, il se confirme que le prolétariat, lui, n'est toujours pas prêt à s'y plier, mais avance sur sa voie propre : celle qui mène au communisme.

Grande-Bretagne

LA CONTRE-OFFENSIVE DE LA BOURGEOISIE



PIQUETS DE GREVE ET POLICIERS FACE A FACE A SHEERNESS

●Douze semaines après le début du conflit dans la sidérurgie en Grande-Bretagne, la tension sociale a baissé. Les ouvriers de British Steel, après trois mois de grève, sont sur le point de rentrer au travail.

Les différents secteurs de la classe ouvrière qui avaient commencé à s'engager dans le conflit social, les ouvriers de la sidérurgie privée, les mineurs, les ouvriers de l'eau, les égouttiers sont rentrés au travail, ou ne sont pas partis.

Les ouvriers de la sidérurgie sont donc isolés et sont à bout de ressources financières et d'énergie. Beaucoup d'entre eux, face à ces conditions défavorables, ont pris le parti de rentrer et d'accepter les offres patronales. Le TUC organise les négociations, et la reprise.

Les conditions de la grève

Dans les deux précédents numéros de notre journal, nous avons suivi les développements de cette grève. Nous avions montré comment, au départ, les ouvriers partaient en lutte dans des conditions difficiles puisque c'est la bourgeoisie qui les avaient choisies. En fait, patronat, gouvernement et syndicats avaient étroitement collaboré pour préparer la grève.

Les patrons avaient fait le plein d'acier dans leurs usines ; les entrepôts étaient assez remplis pour assurer la production pendant trois mois. La grève ne gênerait donc pas l'activité industrielle qui d'ailleurs d'après les patrons aujourd'hui, a été assurée à 95 %.

Le gouvernement et les syndicats avaient passé des conventions salariales qui en elles mêmes, ne pouvaient que provoquer la colère des sidérurgistes puisqu'on leur offrait 2 % d'augmentation alors que l'inflation dépasse 18 %, mais en même temps les isoler des autres puisque ceux-ci avaient des augmentations qui atteignaient parfois 20 %.

Ils s'étaient donc tous mis d'accord pour supporter une grève à la BSC, une "soupape de sécurité" nécessaire. Ils s'étaient même mis d'accord sur l'objet de la grève : les augmentations de salaire et pas les licenciements que les syndicats ont soigneusement évités de mettre à l'ordre du jour de leurs négociations.

Ils avaient donc décidé la date de la grève : avant l'annonce des licenciements ; sa durée : trois mois de stocks ; le secteur : la sidérurgie nationalisée.

L'extension de la grève

Cependant, le mécontentement des ouvriers était fort, et ils n'étaient pas prêts à se laisser faire. Au début, les ouvriers sont partis en grève aux côtés des sidérurgistes dans le pays de Galles. Le syndicat les a fait rentrer. Pour rendre la lutte effective, les ouvriers ont fait des piquets pour bloquer la circulation de l'acier dans le pays, comme l'année dernière les camionneurs l'avaient fait. Puis ils se sont rendus compte que bloquer tous les ports, tous les entrepôts, toutes les portes d'usine était pratiquement impossible et que leur action était inefficace. Alors dans différentes villes les piquets ont décidé d'aller faire débrayer les usines. Dans la période de fin janvier, début février, des piquets sont allés chercher la solidarité active des autres ouvriers, et le mouvement s'est étendu. A Sheffield, à Corby, à Grantham, à Ilkessone, les ouvriers se sont mis en grève aux côtés des sidérurgistes.

La bourgeoisie a commencé à s'inquiéter. Elle avait prévu une grève sectorielle ; elle faisait mine de s'étendre. Elle voulait une masse passive qui attende l'issue des"négociations" et les ouvriers s'activaient. Ils avaient dit non au 2 % ; ils disaient non au 8 %. Ils s'affrontaient à la police. Alors la bourgeoisie a renforcé sa contre-offensive.

La contre-offensive

Le rôle d'avant-garde dans la contre-offensive de la bourgeoisie contre les ouvriers, revient aux syndicats. C'est leur tâche spécifique dans les rangs ouvriers. Pendant toute la première partie de la grève, les autorités syndicales, pensant que le conflit reste-

(suite p.7

Hollande

LA SOLIDARITE CONTRE L'ETAT

●A Amsterdam, l'évacuation de quelques squatters a donné lieu à de violents affrontements de rue entre les unités spéciales anti-émeutes (ces fameuses brigades de guerre civile que la bourgeoisie met en place dans tous les pays) et plusieurs centaines d'habitants du quartier qui, devant l'invasion de la police sont venus spontanément prêter main forte aux squatters.

Durant trois jours, les habitants du quartier se retranchent derrière des barricades et doivent finalement céder devant un arsenal répressif d'envergure (1 millier de policiers, 6 chars, des voitures blindées et des bulldozers). Le soir même, une manifestation spontanée réunit 18 000 personnes aux cris de : "Non à la police, oui au squatt!"

Derrière l'ampleur qu'a pu prendre cet événement, il n'y a pas qu'une simple "guerre des squatters" ou qu'une stricte question des logements, comme l'a présenté la presse, mais le signe d'une tension sociale montante aux Pays-Bas en réponse à une situation économique qui se détériore. Au moment où c'est la plus grande puissance capitaliste qui plonge dans une récession sans précédents, la crise générale du capitalisme n'épargne plus les "paradis socialistes" ou autres pays prospères. L'Etat doit tomber le masque d'"Etat social" pour apparaître sous son vrai jour, non plus d'organe garantissant le bien-être des citoyens, mais d'organe répressif maintenant les rapports de domination, de violence d'une classe contre une autre. Avec la crise, la bourgeoisie doit révéler ouvertement qu'elle n'a que faire des conditions de vie de ses esclaves salariés.

Dans le domaine du logement comme dans tous les domaines, ce sont de sordides intérêts d'argent qui déterminent la politique de l'Etat et non pas le souci du bien-être social. Il y a 53 000 demandes de logement insatisfaites à Amsterdam.

Le squatt n'est plus seulement l'affaire de quelques marginaux qui, incapables de voir dans le prolétariat la seule force porteuse d'un avenir, théorisaient l'insoumission individuelle comme arme d'un bouleversement social. Le phénomène du "squatt" s'est étendu (7000 personnes "occupent" à Amsterdam), tout simplement parce qu'il n'y a pas assez de logements ou que les loyers deviennent exorbitants.

Et quand bien même il ne s'agirait que d'une poignée de marginaux, la solidarité massive qui s'est manifestée face à la police et lors de la manifestation est le signe d'un mécontentement beaucoup plus étendu.

Un mécontentement qui ne s'arrête pas d'ailleurs à un simple problème de logement : lorsque des individus montrent une volonté manifeste de s'affronter à la police, c'est qu'il y a bien plus qu'un mécontentement isolé mais bien un ras-le-bol général et une accumulation de colère, colère due à l'aggravation des conditions de vie orchestrée par l'Etat : blocages des salaires, baisse du pouvoir d'achat, dégradation de tous les services sociaux. Derrière ces affrontements avec la police, il y a en fait autant une solidarité sur un problème spécifique de logement qu'un refus de se soumettre à l'Etat et à sa répression.

Le vrai visage de la démocratie

La bourgeoisie ne s'y est pas trompée ; la preuve en est dans son déploiement spectaculaire de matériel répressif contre les manifestants. Déploiement que justifie sa peur d'une généralisation du mouvement. La question du logement comme celle des augmentations de prix, s'adressent à une population dans son ensemble et dans un même temps. Au contraire d'attaques partielles qui peuvent laisser l'illusion aux ouvriers d'une attaque limitée et d'une possiblité d'y faire face dans l'isolement par usines, l'attaque directe des conditions de vie de la population crée une base unificatrice immédiate des luttes. De cela la bourgeoisie a eu plus d'une fois l'occasion de tirer les leçons. Ne serait-ce que du cas des émeutes en Pologne en 70 et 76 où des augmentations de prix des denrées alimentaires ont déclenché des insurrections et les débuts d'une organisation autonome du prolétariat.

Mais c'est aussi une volonté de mise en garde contre les luttes à venir que manifeste ce déploiement spectaculaire de chars et de blindés. Ce n'est certes pas un hasard si cette affirmation de force se produit au moment où des grèves s'étendent dans le pays et où la bourgeoisie qui vient de voter une loi de blocages de salaires se heurte au refus des ouvriers. Acculée par la crise, la bourgeoisie ne peut plus tolérer aucun signe d'insoumission alors que c'est une austérité encore plus grande avec au bout la guerre qu'elle doit tenter d'imposer à la classe ouvrière.

Et c'est en effet à une répression féroce et sans pitié que doivent se préparer les ouvriers de la part de leur Etat démocratique et grand défenseur des droits de l'homme. Face à la lutte de classe, qu'elle soit de droite ou de gauche, démocratique et totalitaire, la bourgeoisie n'a qu'un seul visage : la terreur.

Mais ce n'est qu'en généralisant le plus résolument sa lutte, en la généralisant au plus grand nombre de secteurs et de pays, en s'organisation comme une force autonome des autres couches de la société, que la classe ouvrière pourra se renforcer pour affronter et faire reculer la terreur bourgeoise.

G.

LUTTE DEMOCRATIQUE OU LUTTE DE CLASSE

●Les pays de l'est sont des Etats capitalistes. Comme tous les autres, et contrairement à ce que prétendent toutes les fractions de la bourgeoisie qui en font des pays socialistes -soit par apologie de ce modèle, soit pour discréditer l'idée même du socialisme.

Le sort de la classe ouvrière n'y est ni plus ni moins enviable qu'ailleurs. La réalité à laquelle elle est confrontée est la même que partout : l'exploitation. Les formes particulières qui caractérisent l'austérité à l'est (pénurie de capital, pénurie des moyens de consommation, marché noir attaché à tous les aspects de la vie quotidienne, salaire aux pièces pour la majorité des ouvriers) et le manque de souplesse de l'appareil d'Etat ne font que traduire les difficultés d'économies nationales plus faibles pour s'adapter aux impératifs de compétitivité et à la concurrence exacerbée sur un marché mondial saturé.

Comme dans beaucoup d'Etats sous-développés, si le capitalisme sévit à l'est sous une forme plus crue et plus brutale que dans la plupart des pays occidentaux, cela correspond à la faible marge de manoeuvre de la bourgeoisie locale au sein de la crise mondiale du capitalisme.

Comme dans n'importe quel autre pays capitaliste, face aux conditions de vie de plus en plus dures qui lui sont imposées dans l'aggravation de la crise, la classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de mener la lutte face à sa propre bourgeoisie. Mais quelle lutte?

A l'Ouest, la gauche ne fait que proposer, sous le label "socialiste" que des mesures plus fermes et plus résolues de capitalisme d'Etat : à l'est, la "dissidence" fait miroiter une "démocratisation" à l'occidentale de l'appareil d'Etat. Les uns et les autres poursuivent un même but : étouffer la lutte de classe qui dans tous les pays commence à ressurgir face à des conditions de vie de plus en plus intolérables.

L'illusion democratique: une impasse

Les Soljenytsine,Pliouchtch ,Sakharov ont défrayé la chronique des médias de la bourgeoisie en Occident, trop heureuse de disposer d'accusateurs du "goulag" pour sa campagne d'intoxication idéologique à l'heure où s'intensifient les préparatifs d'un conflit mondial entre l'est et l'ouest. Les "samizdats" (écrits clandestins) commencent à circuler au delà du "rideau de fer" et les "dissidents" connaissent un regain de popularité qui ne manque pas d'être favorisé par l'intensification de la répression par l'appareil de l'Etat à l'est.

Ainsi, au cours de ces derniers mois, on a assisté à la naissance d'une revue, "l'Alternative" (3 numéros parus depuis octobre 79) aux éditions Maspéro et à la parution chez le même éditeur d'un livre : "Syndicalisme et libertés en Union Soviétique".

D'après leur déclaration publiée en exergue, les instigateurs de la revue ne se reconnaissent "ni à l'ouest dans le système capitaliste, ni à l'est dans un sytème qui n'a de socialiste que le nom". Ils annoncent "une revue d'information et de dialogue sur les luttes qui se mènent en Europe de l'est pour les libertés démocratiques, individuelles et collectives".

Qu'en est-il en fait? Les cartes sont bien vite abattues. Certains collaborateurs de cette revue animaient en effet un débat le 15 mars dernier au forum des Halles à Paris sur le développement des syndicats libres et des luttes ouvrières en Europe de l'est. Dans une discussion, le roumain P.Goma dévoilait sa grande admiration pour le "modèle suédois" et pour la "démocratie française"animée par Giscard tandis qu'au cours du débat, le russe V.Fainberg propageait l'idée que le boycott des Jeux Olympiques serait la lutte "la plus efficace pour le sort des dissidents persécutés".

Voilà l'orientation de la lutte que proposent des intellectuels désavoués, ces membres déchus réduits au chômage, de l'appareil d'Etat et de la classe dominante. Les soutiens les plus actifs dont ils bénéficient sont aussi révélateurs. D'où viennent-ils? D'organisations trotskystes -et notamment l'OCI. Les uns pimentent à leur façon la propagande occidentale pour les "Droits de l'Homme", et prônent la lutte pour le "pluralisme démocratique" dans les pays de l'est. Les autres prêchent pour les occidentaux un programme de capitalisme d'Etat conçu -mais débarrassé de ses "scories bureaucratiques"- sur le modèle réalisé à l'est. Il n'est pas moins étrange à première vue de voir l'appui sans réserve des fédérations CGT -comme le syndicat des correcteurs de Paris et de la région parisienne- aux initiatives de création de "syndicats libres" à l'est, alors que la CGT est une centrale syndicale affiliée à la FSM, dominée par les syndicats officiels soviétiques qu'on n'hésite pas pourtant à dénoncer comme "totalement intégrés à l'appareil d'Etat" (on cite l'exemple édifiant de l'avant-dernier président des syndicats qui avait été auparavant le chef du KGB, la tristement célèbre police politique).

Au délà des paradoxes, ces individus et ces organisations se retrouvent naturellement acoquinés de par leur fonction commune à l'est comme à l'ouest : nourrir et entretenir les illusions de la classe ouvrière.

Car ce sont des illusions de croire que la classe ouvrière n'a qu'à demander aux dirigeants "davantage de droits" et de "démocratie", l'application ou la modification du code du travail et de la "constitution socialiste" comme le réclament les "syndicats libres". Chaque fois que les ouvriers ont tenté de protester légalement ou fait appel à l'appareil d'Etat "contre la violation de la légalité", qu'ils ont réclamé collectivement "ce à quoi ils avaient droit", la seule réponse de l'appareil d'Etat a été la répression : internements, emprisonnements,exils, déportations, "disparitions", massacres. Le livre "syndicalisme et libertés en Union Soviétique" pullule d'exemples de cette nature qui vont de la liste des animateurs persécutés des "syndicats libres" à une lettre (au PCUS!) des habitants d'une cité ouvrière du district de Kiev sur la répression de leurs revendications pour de meilleures conditions de logements. Comme partout, la classe ouvrière fait l'amère expérience qu'elle n'a d'autre droit que celui de se faire exploiter.

Elle n'a aucune illusion à se faire et rien à attendre de l'appareil d'Etat, ni une amélioration de ses conditions d'existence, ni une atténuation de la répression.

Les ouvriers N'ONT PAS D'AUTRE CHOIX pour défendre leurs intérêts que l'affrontement direct avec l'appareil d'Etat, qui leur est imposé par le fonctionnement même et la logique implacable du capitalisme en crise.

Chaque fois qu'elle affirme ses revendications, sur un terrain de classe, elle doit s'affronter à la terreur étatique.

Une seule voie possible: la lutte ouvriere

La liste des luttes ouvrières importantes à l'est est déjà longue : les insurrections en Allemagne de l'est de juin 1953 (voir la Revue Internationale n°15), de Pologne et de Hongrie en 1956 (cf RI n°32), d'Alexandrov et de Novocherkassk en URSS (1961-62) où les troupes du KGB tirant sur des foules désarmées, et une répression féroce ont fait plus de 700 morts, l'explosion ouvrière qui a embrasé toute la Pologne durant l'hiver 1970-71. Confirmant la remontée générale des luttes dans le monde, l'effervescence ouvrière ne s'est pas démentie durant la dernière decennie écoulée avec des grèves importantes au sud de l'Ukraine à l'automne 72, et des dockers de Riga en 1975-76, les ouvriers de Radom, d' Ursus et d'autres villes polonaises qui, en juin 76 ont contraint l'Etat à ajourner d'importantes hausses de prix sur des produits de consommation courante, grève de 35 000 mineurs de la vallée de la Jiu en Roumanie en août 77 (3 ou 4000 d'entre eux ont été déportés par la suite), vague de conflits sociaux en RDA en juiller 79, consécutive à des augmentations de prix des produits alimentaires, de même qu'en Hongrie au mois d'août, troubles en Polonge, 9 ans après l'insurrection de 70 qui ont été évoquées dans le précédent numéro de notre journal.

Dans ces luttes, la classe ouvrière ne peut faire confiance qu'à elle-même, en ses seules forces. Elle devra renouer avec ses propres organes de luttes qu'elle a déjà su secréter dans les moments les plus hauts de ses combats comme en Pologne : les conseils ouvriers.

Pour elle, la voie n'est pas de se battre pour des "conquêtes démocratiques", mais sa seule perspective ne peut être que le renversement de l'Etat en balayant toute illusion démocratique. Malgré les mystifications et l'étiquette "socialiste" du capitalisme d'Etat, seule la lutte résolut contre lui peut ouvrir la voie au véritable communisme.

L'ETAT "PROGRESSISTE"...REPRIME!

Proletariat contre mystificatications capitalistes

●Après le Nicaragua où la révolte des prolétaires, des sans-travail, des ouvriers agricoles et des paysans pauvres a été endiguée et détournée par le Front Sandiniste, dernière expression du maintien de l'ordre capitaliste, au nom de la démocratie, du peuple et du patriotisme, aujourd'hui c'est le Salvador qui est le lieu du même processus de dévoiement de la révolte des opprimés. Plus largement,c'est toute la région de l'Amérique centrale et des Caraïbes qui est depuis plus d'un an le théatre d'une profonde agitation sociale provoquée par la dégradation croissante de l'économie et l'effritement accéléré des vieilles dictatures militaires de plus en plus incapables de maintenir l'ordre. Tout cela a incité les USA qui controlent la région à mettre en place une nouvelle orientation politique afin d'éviter une trop grande destabilisation.

La situation economique et sociale

L'Amérique centrale est une mozaïque de petits Etats que la crise a frappé de plein fouet au même titre que l'ensemble de l'Amérique du sud (voir notre article dans RI n° 69). La hausse incessante du coût de la vie, l'augmentation des impôts, un taux de chômage qui est le plus élevé de toute l'Amérique latine, une répression ouverte des luttes, tout cela a poussé les ouvriers, les journaliers, les chômeurs, les paysans à accentuer leur résistance à l'image des prolétaires des autres Etats d'Amérique du sud.

Dans leur dernière revue nos camarades d'Internacionalismo ont clairement montré toute l'acuité des combats prolétariens dans cette zone. Notamment en mars 79 au Salvador où les ouvriers de dix usines en lutte furent réprimés de façon sanglante (7 morts, environ 60 blessés), en Honduras à la même époque c'est 4 ouvriers d'une usine textile en grève qui vont être tué ! En août à Costa-Rica va éclater une grève de protestation contre le renvoi de 180 ouvriers d'une entreprise d'extraction et d'une raffinerie de pétrole, cette grève paralysera la cité portuaire de Limon. En septembre, en Honduras 9 000 ouvriers de la United Brands vont se mettre en grève pour des augmentations de salaire paralysant l'exportation des bananes (20 % du total des exportations de ce pays). En octobre au Salvador, 6 entreprises de traitement du café vont être occupées et paralysées, le nouveau gouvernement militaire "populiste" devant finalement céder à certaines revendications. En novembre, à Panama, ce sont les professeurs qui après une grève nationale de deux mois vont obtenir une demi-victoire. (D'après Internacionalismo n° 12, 1er trimestre 80).

Au Nicaragua, soi-disant libéré et en marche vers le socialisme, les trotskystes eux-mêmes (voir Rouge n° 908) doivent avouer que le prolétariat continue à se battre malgré la pression des sandinistes qui utilisent massivement le chantage à la "reconstruction" (capitaliste bien sûr !) : ainsi devant 500 ouvriers agricoles en lutte dans une entreprise de sucre de San Antonio un des dirigeants du FSLN a du battre en retraite sous les huées de la foule alors qu'il proposait ni plus ni moins aux ouvriers de négocier plutôt que de cesser la production !(1)

La strategie des U.S.A.

Les convulsions du capital dans cette zone suscitent aussi les tentatives de la part du bloc russe par l'intermédiaire de Cuba d'amoindrir le contrôle économico-militaire des USA. Les liens très étroits qu'avaient noués les USA avec les dictatures militaires liées aux oligarchies bourgeoises et aux gros propriétaires fonciers de ces pays ont poussé certaines franges de la bourgeoisie à se rapprocher de la Havane. Et Cuba n'a pas manqué d'essayer d'exploiter pour son compte le fort sentiment anti-américain de cette région ! Face à cette situation les USA ont du changer leur stratégie et "lacher" peu à peu les dictatures militaires dans le cadre de leur croisade pour les "droits de l'homme". Ainsi Cyrus Vance déclarait le 20.10.79 qu'il ne s'opposait pas "au pluralisme et à la diversité", qu'il fallait distinguer entre "les changements sociaux et politiques qui résultent de facteurs internes et ceux qui résultent de forces et de pressions extérieures". (cité dans Internationalismo). C'est ainsi que les USA ont fini par soutenir la "bonne affaire" que représentait la prise du pouvoir au Nicaragua par le Front Sandiniste coupant l'herbe sous le pied de Cuba qui y avait envoyé 1 200 conseillers. Parallèlement les USA ont amélioré leur capacité d'intervention militaire dans les Caraïbes et peuvent compter sur le rôle de gendarme "démocratique" du Vénézuela qui est la troisième force militaire de la région après Cuba et le Mexique.

La stratégie "souple" des USA, les manoeuvres de Cuba, tout cela va se traduire par encore plus de battage démocratique, populiste, nationaliste que le prolétariat devra rejeter. Car c'est la classe ouvrière qui est la seule force révolutionnaire capable de s'attaquer aux racines de la misère et de l'exploitation sans bornes qui règnent dans cette zone ! Plus que jamais le drapeau de l'internationalisme doit se relever dans cette région où les contradictions politiques, économiques et sociales s'accumulent et où le prolétariat sera contraint de marcher vers l'auto-organisation dans ses luttes, l'indépendance de classe et la préparation révolutionnaire !

le 14.03.80 Chénier

Note (1) : comme le disent les canailles de la LCR dans leur presse : "le FSLN reconnait que seul l'approfondissement de l'engagement des organisations et de la conscience de classe des travailleurs peut faire avancer la révolution (!!!). Augmenter leurs forces, fortifier les syndicats en élargissant la compréhension que les travailleurs ont du rôle clé qu'ils doivent jouer. Ce besoin d'explication se fit sentir lors d'une série de grèves récentes réclamant des augmentations de salaires, la plupart du temps dans les entreprises nationalisées et toutes dirigées par des forces non FSLN dans les syndicats. Les sandinistes ont cherché à convaincre les travailleurs en grève de renoncer à de hauts salaires dans l'intérêt général de la classe ouvrière dont une partie importante est encore au chômage (souligné par nous)" (Rouge n° 908).

LE SYNDICALISME GARANTIT L'EXPLOITATION

SUITE de la P. 1

dicats et en particulier la CGT ont depuis l'an dernier totalement modifié leur langage et parlent même de "révolution". Même si comme le déclarait Séguy à France-Soir le 10 novembre 79: "Le réformisme est la seule voie réaliste de la révolution". Une contradiction dans les termes bien difficile à expliquer, d'autant plus qu'une transformation progressive et sans à-coups apparait encore plus impossible face à la crise économique.

Les sociologues et les patrons crient "gare!", les syndicats de trouver un nouveau langage, de nouvelles attitudes, la crise fait son chemin et les ouvriers dans les luttes se posent de plus en plus de questions. Si on ne peut assimiler directement ce que la bourgeoisie appelle "crise du syndicalisme" à la volonté des ouvriers d'en découdre avec le capitalisme et de transformer radicalement la société actuelle, on peut encore moins assimiler le désintérêt général quand ce n'est pas la critique ouverte vis-à-vis de l'"action", des mots d'ordre et des perspectives (très floues, par ailleurs) des syndicats, à une baisse de la combativité ouvrière due à l'échec de la gauche aux élections de mars78.

Les luttes et la 'crise du syndicalisme'

Il est vrai qu'après l'explosion de mai 68, les syndicats ont pu connaître dans les années qui l'ont suivi un afflux de militants, mais :

"Les effectifs des centrales ouvrières n'ont pas augmenté (après 68) dans des proportions aussi importantes qu'en 36 où ils avaient été multipliés par 5. On a parlé de 500 000 cartes nouvelles à la CGT, de 300 000 à la CFDT, de 100 000 à FO. Il y a aussi eu des démissions" (2).

Ce renforcement des syndicats n'a pas été seulement moins fort que dans les années 30, mais de plus a été de courte durée contrairement aux années 30 où celui-ci s'est maintenu avant, pendant et après la 2nde guerre mondiale. Dès 1973, l'hémorragie de militants n'a fait que se développer jusqu'en 78/79 et cette fameuse "démoralisation" née de la défaite de la gauche aux élections de mars 78 n'est pas à l'origine d'un mouvement dont l'ampleur a été révélée dès la dispersion de l'écran idéologique produit par les mirages électoraux.

Que la plus puissante grève de masse (mai 68), du moins en ampleur, de toute l'histoire du mouvement ouvrier international ait donné un renforcement aussi limité autant dans le nombre que dans sa durée et profondeur des centrales syndicales, est significatif, non du manque de conscience de classe dans le prolétariat, mais plutôt du fait que les syndicats, avec leurs mots d'ordres, leurs moyens de lutte et leurs perspectives, ont été difficilement capables de canaliser et de s'approprier pour leur propre compte l'espoir et les aspirations qui après des années de contre-révolution renaissaient dans la classe ouvrière.

Dans cette situation, la désyndicalisation, le désintérêt général pour les mots d'ordre syndicaux, dans un processus croissant depuis 1973 ne veulent absolument pas dire que la classe ouvrière face à la crise économique ait accepté de se soumettre à la logique du capitalisme. Au contraire, dès que les plans d'austérité ont été libérés après la campagne électorale, la réaction des ouvriers ne s'est pas faite attendre et à Longwy, Denain, Caen, St Chamond... celle-ci s'est développée comme une traînée de poudre, malmenant, contestant et débordant POUR POUVOIR S'AFFIRMER l'encadrement syndical.

A l'inverse, l'encadrement syndical qu'ont réussi à imposer les centrales syndicales en 36 et après ne correspondait pas, lui, à un développement de la lutte de classe et d'une alternative révolutionnaire face à la crise du capitalisme, puisque celui-ci a acculé la classe ouvrière dans la logique du capitalisme et l'a ainsi menée dans la guerre mondiale.

Pour ne prendre qu'un exemple et illustrer le fait que la désyndicalisation et la perte d'influence des syndicats sur la classe ouvrière ne veut pas dire chute de la combativité de la classe ouvrière, on peut se référer à l'expérience des ouvriers d'Alsthom, où, après l'été, s'est menée une puissante grève, la première après 1968 :

"En l'espace de 5 ans, la section CGT de l'entreprise (Alsthom) a perdu 60% de ses troupes! L'hémorragie a commencé en 74... 1500 adhérents en 74, 650 à la veille du conflit. Que 150 cartes aient été reprises au plus chaud de la lutte ne suffit pas à regagner le terrain perdu. Et la CFDT ne prétend pas non plus échapper au même sort..."(3).

Pour beaucoup de sociologues appointés par l'Etat et pour nombre de syndicalistes, le développement de la crise du capitalisme et ses conséquences sur la composition et la structure de la classe ouvrière expliquent en partie ce phénomène de désyndicalisation. Cela est en partie vrai, mais ne l'est qu'en partie. Si l'on considère la structure et la composition actuelle de la classe ouvrière, on s'aperçoit que celle-ci ne se présente pas du tout avec une composition et une structure homogènes, et la crise ne fait que renforcer et développer ce phénomène. Si l'on considère la structure actuelle de la classe ouvrière, on s'aperçoit que celle-ci se compose d'un fort pourcentage de travailleurs immigrés (20% des ouvriers) sur lesquels les syndicats ont peu de prise (comme l'a d'ailleurs montré la lutte des ouvriers de la SONACOTRA), phénomène auquel s'ajoute un nombre croissant de chômeurs et de travailleurs intérimaires (1 million de travailleurs intérimaires pour l'industrie), restructuration quand ce n'est pas disparition pure et simple de secteurs anciens et traditionnels (sidérurgie, textile, etc) de la production où les syndicats avaient une implantation de longue date. La CFDT a d'ailleurs consacré une brochure entière pour expliquer cette fameuse crise du syndicalisme qui s' intitule "la classe ouvrière éclatée".

Ces conditions rendent l'encadrement syndical bien plus difficile d'un côté et d'un autre impliquent une dynamique particulière à la lutte de classe que les syndicats ont et surtout auront avec le développement de la crise le plus grand mal à canaliser et à entraîner dans des voies de garage.

En effet, le terrain privilégié et traditionnel sur lequel les syndicats ont le plus de prise est le terrain de l'entreprise et de la corporation (sans parler du terrain national, ou plutôt nationaliste) de la lutte par corporation, par entreprise, et c'est d'ailleurs sur ce terrain qu'ils font tout pour maintenir les luttes.

Dans la situation où se trouve la classe ouvrière et dans le cadre de la situation où se trouve le capitalisme, le développement des luttes, les poussées, les percées que les ouvriers font ça et là dans un premier temps tendent, même si les ouvriers qui en sont les artisans n'en prennent pas immédiatement conscience, à se fondre en une seule expression, une seule et unique volonté collective d'en finir une fois pour toutes avec le capitalisme.

Premièrement, parce qu'il apparaît de plus en plus impossible de se battre isolés, enfermés dans son usine face à une puissance financière, judiciaire et policière qui, elle, est centralisée au travers de l'Etat.

Deuxièmement, parce que le choc dans la lutte des différentes catégories, corporations, le choc des différentes situations où se trouvent les ouvriers, chômeurs ou non - chômeurs, immigrés comme travailleurs de la métropole, efface les particularisme pour laisser apparaître et s'affirmer les intérêts généraux du prolétariat contre le capital.

La hantise des syndicats est justement que, face à la crise du capitalisme, les luttes contre leur situation immédiate amènent à une remise en cause radicale de la société bourgeoise et l'emprise de l'Etat qui s'appuie sur la passivité des exploités et l'acceptation servile des lois de la société en place.

Aujourd'hui, le mirage électoral a disparu, les réalités de la crise, de la lutte de classe et de leur mélange explosif, reprennent leurs droits. De ces réalités, les syndicats en ont pris conscience.

la CGT, par exemple, dans la période électorale, minimisait ou niait carrément l'existence de la crise économique, la ramenait à une question de "mauvaise gestion". Tout l'espoir des ouvriers devait être assujetti à l'échéance électorale où la gauche et les syndicats promettaient de "changer la vie" et d'"éliminer la crise en éliminant les "abus".

Aujourd'hui par la voix de Mr. Krasucki, la CGT déclare : "La seule crise que je connaisse est celle du capitalisme qui s'aggrave et à laquelle il ne trouve pas d'issue... Autrefois, en période de crise économique, les travailleurs dans leur grande masse avaient tendance à faire le gros dos, par crainte... Aujourd'hui, c'est tout le contraire de la résignation" (4)

De la remise en cause des syndicats à la remise en cause du capitalisme

Les syndicats font partie intégrante de cette société, de ses lois, de ses règles. Ils en sont une des principales institutions. Deux raisons d'être les animent. La première est qu'en tant qu'institution, ils tendent à se renforcer pour eux-mêmes, c'est à dire pour les syndicats, qu'ils disputent aux autres fractions de l'Etat et de la bourgeoisie le monopole du contrôle et de l'encadrement de la main-d'oeuvre, de la force de travail. Ils ne trouvent d'ailleurs vraiment leur compte que quand, directement intégrés à l'Etat et au gouvernement en place, ils ont pour tâche de faire appliquer des plans de production. Il est d'ailleurs assez révélateur de voir les syndicalistes actuels, face à la désertion des syndicats évoquer avec nostalgie la glorieuse époque d'avant et d'après guerre, "seule véritable période du syndicalisme de masse". Ce syndicalisme dont le contenu est avant la guerre de:"revenir aux formules déjà employées de 14 à 18, où syndicats légaux et pouvoirs publics collaborent pour accélérer le rythme de la production de guerre et réagir contre la propagande défaitiste ". Et après guerre : "les dirigeants de la CGT sont hostiles en 1944 et 45 à tout mouvement revendicatif et préconisent une production accrue pour accentuer l'effort de guerre et accélérer la renaissance du pays " (5)

La deuxième raison d'être, intimement liée à la première, est d'empêcher les luttes de déboucher sur une remise en cause radicale de la société actuelle et donc d'eux-mêmes.

C'est ces deux raisons d'être qui font des syndicats la principale entrave aux luttes et au développement de la conscience de classe. C'est pour cela que tout éclaircissement des buts et des perspectives des luttes passe pour les ouvriers par une remise en cause des syndicats, de leurs moyens et buts propres.

Prênat.

LA LUTTE A USINOR-DUNKERQUE L'ANNEE DERNIERE : LE DESINTERET POUR LES MOTS-D'ORDRE SYNDICAUX A ACCOMPAGNE UNE REACTION PLUS COMBATIVE DES OUVRIERS A LA CRISE ECONOMIQUE.

NOTES :

(I) "Monde",7.03.80.

(2) "Le syndicalisme dans le monde" (ed: "Que sais-je ? "),Page 88.

(3) "Monde", 5.03.80.

(4) "Monde", 20.03.80.

(5) "Le syndicalisme dans le monde" Idem, page 68/69.

Plogoff suite de la page 2

blement, les réactions à la menace capitaliste se font périphériquement contre ses effets plus que contre le mal lui-même : le système tout entier.

3) "Sauvegarder le patrimoine régional", "sauvegarder la nature", "sauvegarder le pays" : derrière ces mots d'ordre qui sont d'autant plus réactionnaires qu'ils dissimulent l'origine du mal et appellent à une harmonie sociale basée sur la conservation du passé, écologistes, gauchistes, partis de gauche s'ébattent avec délices. Il n'y a guère que le PC qui a du mal à concilier cette lutte anti-nucléaire, son idéologie et ses campagnes ultranationalistes dans lesquelles s'insèrent en particulier la lutte pour un "nucléaire français", garant de "l'indépendance nationale".

Aujourd'hui, il n'y a rien à "sauvegarder" d'une nature que le capitalisme façonne à son image, par des destructions successives. Seul le socialisme sera en mesure d'assurer une harmonie des rapports sociaux, une harmonie de la communauté humaine avec la nature qu'il transformera. Pour cela, il ne faut pas "sauvegarder", "conserver", une prétendue "harmonie" que le capitalisme a déjà brisée, mais détruire de fond en comble un système qui mène l'humanité à sa perte.

Chardin.

VIE DE L'ORGANISATION



REUNIONS PUBLIQUES

AIX EN PROVENCE

Permanence : le 16 avril, de 18 à 19 h, au café "La Madeleine", place des prêcheurs.

BORDEAUX

Réunion publique : le 19 avril, à 17h, au café Victor Hugo, 52 cours Victor Hugo, sur le thème : "Intérêt national : intérêt du capital, les prolétaires n'ont pas de patrie".
Permanence : le 4 avril, de 18h30 à 19h30, même adresse que ci-dessus.

CLERMONT-FERRAND

Réunion publique : le vendredi 4 avril, à 20 h 30, au bar Galaxie, rue Fontgiève, sur le thème : "Pays de l'est, pays capitalistes".
Permanence : le 1er samedi de chaque mois, à 14 h, même adresse.

LILLE

Réunion publique : le 19 avril, à 14h30, au 23, rue Gosselet, sur le thème :"le syndicalisme révolutionnaire : une mystification anti-ouvrière."
Permanence : le samedi 5 avril à 15h, même adresse.
Contact avec les diffuseurs : marché d'Wazennes, le 13 avril, de 10h30 à 12h.

LYON

Réunion publique : le 25 avril, à 20h30, au 176, rue Pierre Valdot, sur le thème : "le nationalisme : des chaînes pour le prolétariat."

MARSEILLE

Réunion publique : le 19 avril, à 21h, 7, Bd Burel, salle de la fraternité, sur le thème : "Nécessité et possibilité du communisme."
Permanence : le 9 avril, de 18h à 19h, au bar "Les Danaïdes", square Stalingrad (Canebière)13001

MONTPELLIER

Réunion publique : le samedi 19 avril, à 17h, au 17bis rue Chaptal, salle "La Gerbe", sur le thème : "Pays de l'est, pays capitalistes".
Permanence : le lundi 28 avril, de 20h à 21h, au bar de la Vieille Porte, rue de l'Université.

NANTES

Réunion publique : le samedi 19 avril, à 17h, centre social des Bourderies, sur le thème : "Pays de l'est, pays capitalistes".
Permanence : le dernier jeudi du mois, à 20h30, au local de la "Fraternité Protestante".
Contacts avec les diffuseurs : au marché Tallensac, le deuxième samedi du mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

GRENOBLE

Réunion publique: le 18 avril, à 20h30, 6, rue Hector Berlioz, sur le thème : "Pays de l'est, pays capitalistes".

PARIS

Réunion publique : le 12 avril, à 17h, au 27 avenue de Choisy, 75013 Paris, (1er étage, salle verte), sur le thème: "Les spécificités de la lutte du prolétariat en période de décadence."
Permanence : tous les samedis, sauf le samedi de la réunion publique, à 16h, même adresse (salle orange).

ROUEN

Réunion publique : le 5 avril, à 14h30, à la Halle aux Toiles, sur le thème : "l'intervention des révolutionnaires dans les luttes immédiates de la classe ouvrière".
Permanence : le samedi 10 mai, à 14h30, à la Halle aux Toiles.

SAINT-NAZAIRE

Contact avec les diffuseurs : au marché, à 10h, le premier dimanche du mois.

TOULOUSE

Réunion publique : le 25 avril, à 21h, adresse précisée par voie d'affiche, sur le thème : "intérêt national = intérêt du capital, les prolétaires n'ont pas de patrie".
Permanence : tous les vendredis à 18h30, au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry, Pont des demoiselles.
Contact avec les diffuseurs : au marché aux légumes, sur le boulevard (près place Jeanne d'Arc) les 2ème et 4ème dimanche de chaque mois et au marché aux puces (St Sernin) le 2ème dimanche du mois, de 10h à 13h.

PUBLICATIONS DU CCI

accion proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit :
(sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y. 10027 (USA)

internationalisme

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

internacionalismo

Apartado postal 20674
San Martin
Caracas 102
(Vénézuéla)

rivoluzione internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

wereld revolutie

Postbus 11 549
1001 Gn AMSTERDAM

world revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

weltrevolution

Adresse en Allemagne :
IKS Postfach 410308
5000 Köln 41

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du CCI.
Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.
Elle se fixe les tâches suivantes :
- *la publication de prises de positions et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;*
- *la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;*
- *la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.*

REVUE INTERNATIONALE N°21

- Révolution ou guerre
- Le gauchisme en France depuis 10 ans
- L'organisation du prolétariat en dehors de période de luttes ouvertes (noyaux, cercles, groupes, etc.)
- Sur le capitalisme d'Etat (Internationalisme 1952).
- Les théories de la crise dans la gauche hollandaise.

BROCHURES

- ***Nation ou classe***
- ***Congres de R.i. 78***
- ***Organisations communistes et conscience de classe***
- ***Les syndicats contre la classe ouvriere***
- ***Plate-forme de R.I.***

INTERNATIONALISME N°40

- Non à la marche vers la guerre
- 36 heures d'austérité
- La hausse de l'or
- Crise de la sidérurgie
- Le groupe Loco
- La grève des médecins
- L'enjeu stratégique
- La gauche et l'Afghanistan
- La lutte de classe
- Le GCI et les luttes revendicatives
- Organisation de la classe

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
75827 Paris Cedex 01

Abonnements couplés
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale

France	Etranger	Par avion
60 F	80 F	100 F

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement

France	Etranger	Par avion
40 F	50 F	70 F

Abonnements et versements à :
R.I. CCP 2023302 X Paris

Directeur de Publication : D.Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

GRANDE-BRETAGNE

(suite de la p.4)

rait dans le cadre qu'elles avaient pré-établi, se sont prononcées pour la "modération". La lutte des sidérurgistes était "justifiée" mais pourvu qu'elle soit limitée : il fallait la "limiter" à BSC, "limiter" le rôle des piquets, "limiter" les revendications.

C'est ainsi que dans le Pays de Galles, le syndicat a répondu au mécontentement, en promettant une "grève générale". C'est ainsi que les comités de grèves des shop-stewards avaient pour consigne de bloquer le trafic de l'acier avec les piquets, c'est tout. Et chaque fois que la poussée ouvrière se manifestait, et que les idées jaillissaient, les syndicats proposaient de remettre les actions pour plus tard.

La combativité des ouvriers a quand même poussé les syndicats de l'avant. Bien qu'ils aient voulu sans arrêt limiter le mouvement, ils ont été obligés d'appeler d'autres secteurs à soutenir la lutte. Ils ont mobilisé les mineurs, les camionneurs, les dockers. Ils sont allés faire débrayer les usines sidérurgistes privées. Mais à chaque pas, ils ont dévoyé l'élan des ouvriers. En les empêchant de se rencontrer, sous prétexte qu'ils organisaient la solidarité, ils ont servi d'écran entre les différents secteurs, ils ont réussi à contenir les uns et à laisser les sidérurgistes isolés.

Du moment que la grève restait isolée, elle pouvait durer et ne menaçait pas l'ordre. Mais non contents de ce premier résultat, les syndicats ont étroitement collaboré avec le gouvernement et les patrons pour désorienter et démoraliser les ouvriers.

Dans les mines, à British Leyland, les syndicats qui avaient fait d'abord repousser les grèves, ont appelé les ouvriers à sortir au moment où les patrons venaient de faire leur pire campagne de chantage et de menaces aux licenciements, si les grèves éclataient. Les ouvriers ont voté contre, renforçant-ce que les syndicats devaient bien savoir-encore plus le sentiment d'isolement des sidérurgistes.

Mais pour couronner le tout, ils ont monté l'opération Sheerness. C'était la dernière usine sidérurgique privée qui n'était pas partie en grève et où les ouvriers se sentaient vraiment les moins concernés. A ce moment, la bourgeoisie avait lancé sa campagne dans la presse contre la "violence" et les débats du gouvernement portaient sur la loi anti-piquets. A Sheerness, la population avait marché dans la campagne et toute la police s'était mobilisée contre les sidérurgistes. C'est cette cible-là, ce guet-apens, que les syndicats ont choisi pour une "grande démonstration" de force de la lutte.

Quand les piquets sont arrivés de différentes parties du pays, les ouvriers de l'usine étaient rentrés plus tôt au travail pour ne pas les rencontrer. La population manifestait contre eux ! Il y avait des flics partout et les ouvriers qui étaient venus, n'ont même pas pu se rencontrer, chacun bien isolé derrière "son" syndicat.

L'opération qu'avait montée la bourgeoisie contre la classe ouvrière a relativement bien marché. Face à des perspectives économiques catastrophiques, la bourgeoisie anglaise a voulu prévenir et endiguer dès le départ les mouvements de résistance et de lutte que les milliers de licenciements vont inévitablement provoquer. Comme en France, la gauche (les travaillistes) et les syndicats se sont réorientés dans l'opposition au gouvernement, pour mieux faire dérailler la lutte de classe de l'intérieur et la mener ensuite, comme l'ISTC essaie de le faire maintenant avec les sidérurgistes, sur le terrain de la "politique" : contre le gouvernement conservateur, contre Thatcher qui cristalliseraient tous les maux de la situation.

Malgré les conditons défavorables de la grève au départ pour les ouvriers, ceux-ci ont montré par leur combativité qu'ils n'étaient pas prêts à payer l'austérité capitaliste et à se laisser avoir passivement.

Dans une situation de crise économique catastrophique, des luttes de la classe ouvrière vont surgir. Il n'y a pas 36 chemins pour qu'elles se développent. Les ouvriers devront les prendre en main eux-mêmes et ne faire confiance à personne. Comme l'a montré la lutte des sidérurgistes, ni la droite, ni la gauche, ni les syndicats ne sont de leur côté. Tant que les ouvriers ont mis leurs initiatives en pratique, les syndicats ont dû courir derrière eux. Dès qu'ils ont laissé faire, les ouvriers se sont retrouvés isolés et désorientés.

Les leçons positives et négatives de la lutte des ouvriers anglais sont des leçons pour toute la classe ouvrière : ce n'est qu'en développant son activité propre dans la lutte sans céder aux provocations syndicales et gouvernementales qu'elle pourra trouver le chemin de la résistance contre la crise capitaliste que la bourgeoisie veut lui faire payer, de l'offensive contre l'ordre capitaliste. Et seule la critique impitoyable de ses erreurs et de ses faiblesses lui permettra de transformer ses défaites en des victoires.

C.N.

OU VONT LES CONFERENCES INTERNATIONALES ?

"L' HUMOUR et la PATIENCE sont les principales qualités des révolutionnaires." (Lenine)

● Mai 68 a brisé le monopole politique des "idées-reçues" de la contre-révolution ; il a balayé le mythe de la disparition de la classe ouvrière. Ce formidable réveil de la lutte de classe s'est exprimé dans le surgissement de tout un nouveau milieu politisé. Mais l'esprit critique, ce souffle de vie resurgi à partir de 1968, faut-il l'exercer dans le vide en pensant que l'histoire recommence à zéro ou ne faut-il pas plutôt l'utiliser pour renouer avec le cadre des acquis de la III ème Internationale et de la Gauche Communiste ? Faut-il s'organiser comme révolutionnaires ? Le marxisme est-il valable aujourd'hui ? A quoi sert-on ? "To be or not to be !". Cette préoccupation a marqué toutes les conférences internationales de cette époque depuis la conférence de Bruxelles en 1969 convoquée par "Informations et Correspondances Ouvrières" (aujourd'hui dissout), conférence à laquelle assistaient aussi bien Cohn-Bendit, que Paul Mattick, jusqu'à celles de Liverpool en 1973 et de Paris en 1974 et 1975. Entre ceux qui se sont donnés la tâche de définir une plateforme de principes politiques et de retrouver une continuité historique, et ceux qui prétendaient réinventer le monde, les libertaires anarchisants, les modernistes, et d'autres qui, soit rejettent la classe ouvrière comme le sujet de l'histoire, soit rejettent la continuité historique, une séparation nette s'est faite. Cette décantation a été d'autant plus difficile et douloureuse que les groupes qui avaient une continuité propre (essentiellment la gamme des groupes bordiguistes, PCI -Programme en tête) ont largement "ignoré" l'impulsion et même la réalité de 68, du haut d'une défense jalouse de leurs versions particulières de la Gauche Italienne contre les "bâtards".

Mais généralement les groupes modernistes anarchisants, les groupes "anti-groupes", ou les groupes "non-groupes" ne durent que le temps d'un soupir et dès le milieu des années 70 la préoccupation des discussions internationales entres révolutionnaires commencent à changer.

Le nouveau cycle de rencontres initié par le PCI -Battaglia Comunista (Italie) et auquel participe le CCI, la CWO (G.B), le NCI (Italie), Il Leninista (Italie) et d'autres groupes -voir les brochures de la 1ère et 2ème conférences internationales publiées par le "Comité Technique"- se conçoit comme discussions entre groupes politiques qui savent déjà pourquoi ils existent et ce qu'ils défendent.

La participation est fixée par des critères politiques et les ordres du jour ont été axés sur l'évaluation de la période actuelle : les perspectives de la crise, les apports de la lutte de classe, l'intervention des révolutionnaires. Il y a un débat de fond sur les positions politiques mais cela ne se situe plus dans l'abstrait mais dans le cadre d'une actualisation du marxisme. Enfin ... c'est l'intention.

Mais si les groupes les plus sérieux durent (généralement !) plus longtemps, après une lecture des brochures de ces conférences il faut constater qu'ils subissent aussi le poids de la "tradition". Si par le passé, il fallait mettre l'accent sur le fait qu'il y a une continuité avec le passé du mouvement ouvrier dans le ressurgissement du prolétariat dans la fin des années 60 , aujourd'hui il ne faut pas pour autant perdre de vue la rupture dans cette continuité historique et organisationnelle.

Beaucoup de groupes restent enfermés dans une "orthodoxie" qu'on peut appeler léniniste sur la question du parti (le parti comme unique détenteur de la conscience de classe, appelé à prendre le pouvoir au nom du prolétariat) et même sur la question nationale. Ceci ne fait que traduire la pression de l'idéologie bourgeoise, le poids des générations mortes qui pèse sur le cerveau des vivants.

Cette fausse alternative entre "tout innover" et "ne jamais toucher au passé sacré", entre le modernisme et "l'orthodoxie", est illustrée de façon un peu caricaturale par l'évolution du PIC (Jeune Taupe) et du CGI (Le Communiste).

Les "larges"

Comme nous tous, le PIC ressent le besoin de rencontres internationales pour clarifier l'orientation de l'intervention révolutionnaire. Mais il ne se joint pas aux autres... Il organise sa propre conférence car il ne veut pas se salir les mains à discuter avec des "léninistes" sur la question du parti.

On pourrait rétorquer que par ailleurs de son propre aveu (dans le n° 1 du bulletin de discussions internationales de Jeune Taupe) le PIC "participe en tant que PIC à la revue Spartacus avec des courants très hétérogènes dont certains très éloignés de l'autonomie ouvrière (défense des syndicats, participation aux élections ...)"(p. 6) mais il y a certainement là une nuance qui nous échappe.

Pour le PIC, le CCI est à mettre dans le même panier que les "léninistes". Mais sa définition de ce terme reste très vague : soit il s'agit d'une querelle de mots entre les termes "organisation des révolutionnaires" et "parti" (cf. page 18), soit il s'agit d'une évolution dans le groupe jusqu'à considérer que c'est seulement en rejetant et la révolution russe et la IIIème Internationale qu'on peut se libérer des tares léninistes.

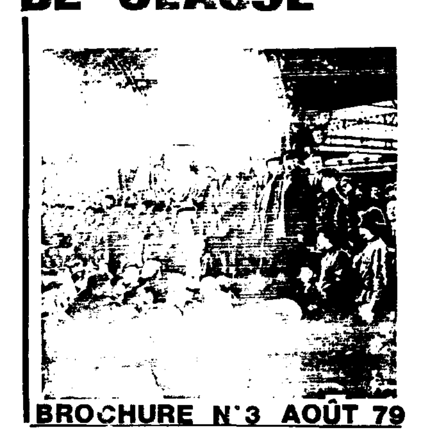
Dans ce dernier cas, le PIC s'engage sur une pente glissante vers le modernisme et seule la discussion pourrait clarifier ce point.

A cause de cette fixation sur le côté "anti-parti" de l'autonomie ouvrière, le seul critère politique à l'invitation des groupes à leurs conférences, c'est la formule ambigüe : "ne pas être un constructeur du parti". De ce point de vue, il n'y a pas à avoir peur. Certains des groupes sont si peu "constructeurs" qu'ils ont disparu avant de pouvoir venir (Arbetarmakt, Suède ; Arbeiderkamp, Norvège ; World To Win, USA ; Teoria et Practica qui devient ex-Teoria et Practica, Espagne). D'autres sont d'accord mais n'ont pas les moyens collectifs matériels en tant que groupe pour pouvoir venir (Kronstadt Kids, G.B. ; Root and Branch (3) (USA), ou sont des individus isolés comme B.K, Suède. Le Collegamenti devait ramasser ses tentacules fédéralistes entre Naples, Milan et Florence avant de répondre qu'il ne pouvait rien promettre. Le Collectif pour A.O. (Espagne) pour sa part est pour l'autonomie ouvrière si par "ouvrier" on entend les étudiants, les ménagères, les prisonniers, les "psychiatrisés", et les professionnels (pages 14-16) !

Bref le manque de critères politiques fait de cette "anti-conférence" un triste exploit dont on reparlera prochainement du compte-rendu.

Courant Communiste International

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE



BROCHURE N°3 AOÛT 79

Les "étroits"

De l'autre côté du glissement vers le flou politique se situe le GCI (une scission du CCI plus récente que le PIC), qui est aujourd'hui le énième petit groupe à se mettre dans la machine à remonter le temps pour devenir Bordiga. Le GCI, cependant, "après discussion avec B.C. et la CWO" (page 36, Le Communiste n° 4) veut bien participer aux conférences internationales, mais il considère "vides et stériles des réunions qui ont pour fonction de communiquer des positions générales de groupe à groupe". Que faire alors ? Il faut se séparer des "centristes". Il faut deviner qui sont ces "centristes" puisque dans le texte publié dans leur revue ne figure pas une note n° 2 qui parait par contre dans la lettre du GCI au comité technique de la conférence(datée du 7.1.80). "Le centrisme se caractérise par le rejet des acquis du marxisme tels que l'anti-frontisme, l'anti-nationalisme, l'abstention électorale, le défaitisme révolutionnaire, la dictature du prolétariat (jusque là, ça va encore, mais...) ...la terreur révolutionnaire, la nécessité d'un Etat ouvrier, et le rôle dirigeant du parti". On a beau refaire le calcul, le CCI est bien le seul groupe qui rejette effectivement les 3 derniers points.

Si le PIC n'a pas de critères clairs pour ses conférences internationales et reste très "large", le GCI veut quant à lui déjà tirer des conséquences organisationnelles, limiter la participation et se débarrasser des troubles-fêtes. Le GCI n'est qu'une caricature de la méfiance de ceux qui s'accrochent aux schémas bordiguisants du passé.

Pour le CCI au contraire, la conférence doit s'élargir ; le comité technique a invité plusieurs groupes (Autriche, Grande-Bretagne, Colombie, Suède, USA) à venir à la 3ème conférence en tant qu'observateurs. Le grand (et seul ?) mérite de ces conférences est de rompre l'isolement, de montrer la nécessité et l'intention de poursuivre une confrontation de positions.

Il est beaucoup trop tôt pour tirer des conclusions organisationnelles quelconques. Une lecture des deux bulletins de préparation à la 3ème conférence montre plutôt l'incapacité de synthétiser des résultats, la difficulté à écrire sur un ordre du jour sans tomber dans les "dadas" de chacun ; les accusations et suspicions gratuites pleuvent. un a beau jeu de vouloir reprocher aux ouvriers de ne pas être à la hauteur de tel ou tel schéma abstrait du parti. Mais il faut constater que la discussion entre révolutionnaires a du mal à être à la hauteur des discussions qui ont lieu entre les ouvriers comme pendant les luttes de Longwy, Rotterdam, Fiat, British Steel et autres !

Quel sera le bilan de cette 3ème conférence ? Cela dépend en premier lieu du développement de la lutte de classe et ensuite d'une rupture réelle de la part des groupes qui se veulent communistes avec l'esprit "large" ou "étroit" et finalement toujours borné.

J.A.

Notes :

(1)PIC : Pour une Intervention Communiste (France) ; GCI : Groupe Communiste Internationaliste (Belgique), voir une critique de ce groupe dans Internationalisme n° 40 sur la question des luttes revendicatives.

(2) Cf:"nos censeurs"dans la Revue Internationale n° 20

(3) Quand Internationalism (USA) a demandé à Root and Branch une rencontre pour discuter publiquement de la situation politique, ils nous ont proposé une bière au bar, refusant un "dialogue de sourd"... Ceci montre que si Paris vaut bien une messe, Boston ne vaut qu'une bière.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en france du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

● NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.